

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/RUS/16/Rev.1

8 avril 1997

(97-1439)

Original: anglais

ACCESSION DE LA FEDERATION DE RUSSIE

Informations concernant l'évolution de la législation de la Fédération de Russie régissant les relations économiques extérieures

Révision

La Mission permanente de la Fédération de Russie a fait parvenir au Secrétariat les informations ci-après concernant l'évolution de la législation régissant les relations économiques extérieures depuis la dernière réunion du Groupe de travail tenue les 15 et 16 octobre 1996, et a demandé que ces informations soient communiquées aux membres du Groupe de travail.

Conformément à la pratique de l'OMC en ce qui concerne les pays en voie d'accession, la délégation russe a tenu le Groupe de travail régulièrement informé de l'évolution de l'économie russe, de la réglementation des activités économiques extérieures et des questions connexes. Voir les documents L/7410, WT/ACC/RUS/2, WT/ACC/RUS/4, WT/ACC/RUS/9, WT/ACC/RUS/16, et autres documents.

Le présent document décrit succinctement les principaux textes législatifs et réglementaires adoptés dans le domaine des relations économiques extérieures entre le 15 août 1996 et le 15 mars 1997, depuis la dernière note d'information concernant l'évolution de la législation de la Fédération de Russie (WT/ACC/RUS/16). Tous les documents mentionnés ci-après ont été communiqués au Secrétariat de l'OMC en anglais et figurent sur la liste actualisée des textes législatifs de la Fédération de Russie présentée pour cette réunion du Groupe de travail (WT/ACC/RUS/19/Rev.1).

En vertu du Décret présidentiel n° 1216 du 18 août 1996, l'administration russe des douanes impose depuis le 1er octobre 1996 la TVA sur les marchandises originaires du territoire douanier de l'Ukraine et importées en Fédération de Russie. Les dispositions fiscales appliquées aux échanges russo-ukrainiens ont ainsi été mises en conformité avec celles qui sont appliquées au commerce extérieur russe avec les pays autres que les membres de la CEI. Etant donné que les autorités ukrainiennes remboursent la TVA aux exportateurs pour les exportations à destination de la Fédération de Russie, le régime fiscal mis en oeuvre depuis le 1er octobre 1996 est aussi pleinement conforme aux règles généralement acceptées dans le commerce mondial, selon lesquelles la TVA est perçue dans le pays de destination des marchandises et non dans le pays d'origine.

En vertu du Décret présidentiel n° 1209 du 1er novembre 1996 et de la Résolution du gouvernement n° 1300 du 31 octobre 1996, les opérations de troc dans le commerce extérieur ont été assujetties à une réglementation. Le principal objectif de cette réglementation est d'empêcher que les opérations de troc ne servent de moyen d'évasion fiscale et de fuite illégale de devises. Tout participant russe à des activités économiques extérieures qui est partie à une opération de troc dans le commerce extérieur est tenu d'obtenir pour cette opération une autorisation d'un représentant régional agréé du

Ministère des relations économiques extérieures. A cette fin, il doit dresser la liste des exportations et des importations faisant l'objet de la transaction et garantir qu'elles sont de valeur égale. En outre, il est tenu de commencer les importations au plus tard 180 jours après le début des expéditions à l'exportation. Ces mesures visent essentiellement à prévenir les opérations illégales de devises et elles ne constituent pas un obstacle quantitatif ou autre aux mouvements de marchandises à destination et en provenance du territoire douanier de la Fédération de Russie.

Le 31 octobre 1996, le gouvernement russe a approuvé, par sa Résolution n° 1299, une procédure uniforme pour l'attribution des contingents d'exportation et d'importation dans le cas où pareils contingents seraient institués. Le gouvernement russe n'a pas l'intention d'imposer des restrictions quantitatives aux exportations ou aux importations autres que celles qui ont été notifiées, mais s'il devenait nécessaire d'imposer des contingents conformément aux procédures reconnues dans les articles XI, XII, XIX, XX et XXI du GATT de 1994, ils seraient attribués conformément à la Résolution gouvernementale susmentionnée par voie d'appels d'offres et d'adjudications qui pourraient être publiques, sur une base non discriminatoire et en conformité avec les règles du traitement national.

La même Résolution du gouvernement n° 1299 du 31 octobre 1996 porte approbation d'une procédure actualisée pour les licences d'exportation et d'importation qui rend les formalités russes en la matière conformes aux prescriptions et aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation.

Dans le cadre de cette procédure générale pour les licences d'importation et d'exportation, les Résolutions du gouvernement n° 1590 du 30 décembre 1996 et n° 77 du 28 janvier 1997 ont institué des licences pour les importations d'éthanol et de vodka à partir de 1997. La procédure de licences ne prévoit pas de restrictions quantitatives, mais simplement l'obligation d'obtenir l'autorisation du Ministère de l'économie et une licence auprès du Ministère des relations économiques extérieures conformément à la procédure décrite dans le document WT/ACC/RUS/10.

Le 7 décembre 1996, le gouvernement russe, par sa Résolution n° 1461, a établi de nouvelles règles pour l'évaluation en douane des marchandises exportées. Ces règles sont conformes autant que possible aux dispositions et aux prescriptions de l'article VII du GATT de 1994 et de l'Accord de l'OMC sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994.

Afin d'empêcher que des produits alimentaires n'offrant pas une protection suffisante pour les consommateurs ne pénètrent fréquemment sur le marché russe, le gouvernement, conformément aux dispositions de l'article XX du GATT de 1994, a adopté la Résolution n° 1575 du 27 décembre 1996 prévoyant qu'à compter du 1er mai 1997 tous les produits alimentaires importés et offerts à la vente en Russie doivent porter une étiquette donnant des informations sur leurs caractéristiques en langue russe. Cette prescription sera appliquée conformément aux dispositions de l'article III du GATT de 1994 et de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce.

Par sa Résolution n° 1560 du 27 décembre 1996, le gouvernement a établi une nouvelle classification des produits intitulée "Système harmonisé de 1996" destinée à remplacer, à compter du 1er janvier 1997, le Système harmonisé de 1988 utilisé jusque-là. Il s'agit d'une mesure importante en vue d'harmoniser les règles et procédures russes en matière de commerce extérieur avec les dispositions applicables du régime commercial mondial, conformément aux recommandations du Conseil de coopération douanière. La Résolution n° 1560 contient une description détaillée du tarif douanier russe actuellement en vigueur, avec la liste des taux pour toutes les positions du SH, y compris les modifications et adjonctions depuis son adoption le 1er juillet 1995.

La nouvelle Loi fédérale sur les droits d'accise est entrée en vigueur le 10 janvier 1997. En vertu de cette loi, les taux de tous les droits d'accise sur les produits importés et sur les produits d'origine

nationale sont maintenant tout à fait identiques et un grand nombre de taux ont été substantiellement abaissés. La plus grande partie des nouveaux droits d'accise sont des droits spécifiques, et trois catégories seulement de produits (bijouterie, essence et véhicules automobiles) sont assujetties à des droits *ad valorem*. Et encore, dans ce dernier cas, la formule de calcul du droit d'accise est telle que le montant des droits perçus sur les produits importés et celui des droits perçus sur les produits d'origine nationale similaires sont les mêmes. La nouvelle Loi sur les droits d'accise a pris effet immédiatement, remplaçant toutes les lois antérieures dans ce domaine.

Il convient de signaler aussi les principaux règlements qui ont été abrogés pendant la période considérée.

La Résolution du gouvernement n° 1125 du 19 septembre 1996, qui imposait des restrictions quantitatives aux importations d'éthanol et de vodka, a été abrogée à la fin de 1996.

Les directives du Service des impôts en vertu desquelles le remboursement de la TVA à l'exportation était effectué sur la base d'une note de l'administration des douanes étrangère à l'arrivée des marchandises dans le pays de destination et non sur la base d'une note de l'administration des douanes russe au départ des marchandises du territoire douanier de la Fédération de Russie ont été annulées en février 1997. Ces directives étaient destinées à empêcher des exportations fictives, mais elles créaient des obstacles techniques considérables au commerce.

Le gouvernement de la Fédération de Russie a l'intention de continuer à libéraliser son commerce extérieur et à rendre sa législation nationale conforme aux règles et prescriptions de l'OMC.